

LE 29 SEPTEMBRE 2022

ON DÉBRAYE !

Il arrive un moment, quand le pouvoir s'est tellement foutu de vous, en demandant de travailler plus pour gagner pareil, en refusant de partager les bénéfices que vous lui avez procurés et en vous saoulant avec ses discours sur la productivité, ou encore en salopant la planète et en refusant bifurquer pour le climat... et bien il arrive un moment où on a bien envie de sortir pousser un bon coup de gueule.

Ça tombe bien, on a rendez-vous le 29 septembre..



Envoyer un signal à nos patrons

Le jeudi 29 septembre prochain, Solidaires, la CGT, la FSU appellent à une grève nationale pour nos salaires, pour plus de justice sociale et écologique, dans un moment où le mouvement social a tout intérêt à montrer ses forces. Des revendications qui se tiennent quand les multinationales de nos secteurs affichent des profits importants (La Poste 2 milliards d'€ fin 2021, Orange 1,5 milliards d'€ au 1er semestre 2022, ou encore téléperformance avec 557 millions d'€ en 2021). Les dividendes du CAC 40 pour 2021 ont rapporté 80 milliards d'€ aux actionnaires.



L'exemple de la Grande Bretagne

En Grande Bretagne, un mouvement jamais vu depuis des décennies a mobilisé des milliers de travailleurs de l'éducation, des postes & télécom et des transports dans un grève avec des revendications claires: hausses de salaires, gel des prix de l'énergie, fin de la précarité alimentaire, des logements décentes pour tous et la taxation des ultra riches. En choc frontal avec un gouvernement conservateur arc-bouté sur les privilèges. Très contraint par les lois liberticides de la période Thatcher, le mouvement social anglais donne l'exemple avec une lutte qui s'inscrit dans la durée.



Des promesses qui n'engagent que celles et ceux qui y croient

La loi sur le pouvoir d'achat est d'une générosité attendrissante sur le papier : "à la discrétion des employeurs" les entreprises pourront verser à leurs salariés une prime de 3 000 euros maximum, voire de 6 000 euros si un accord d'intéressement a été conclu. L'État qui siège au CA de La Poste et d'Orange reste silencieux sur le sujet alors qu'il a promu cette loi, c'est à nous d'imposer le partage des richesses produites dans les boîtes de nos secteurs.

SUD PTT revendique :

- des augmentations de salaires, leur indexation automatique sur les prix,
- le maintien et le renforcement de nos services publics,
- le SMIC à 1700€ nets
- des augmentations de salaires, pensions, minima sociaux de 400 euros



ALORS, EN GRÈVE EN MASSE LE 29 SEPTEMBRE PROCHAIN !

Sud
Solidaires

25/27 rue des Envierges 75020 Paris

01 44 62 12 00

www.sudptt.org

@fdSudPTT

sudptt@sudptt.fr

@federationSudptt

federation.sudptt

Union
syndicale
Solidaires